TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE 7

REMERCIEMENTS 11

SOMMAIRE 13

PRINCIPALES ABRÉVIATIONS 15

INTRODUCTION 17
§ 1. Un thème sensible 20
§ 2. Un thème permanent 23
A. L'Angleterre et les États-Unis 24
1. Le système juridique anglais 24
2. Le système juridique américain 27
B. L'Allemagne 29
§ 3. Un thème encadré 31
A. L'encadrement international 31
B. L'encadrement national 33
§ 4. Un thème complexe 35

PREMIÈRE PARTIE
LA VIE PRIVÉE DU SALARIÉ HORS DE L'ENTREPRISE

TITRE I – L'accès à la vie privée du salarié 43

CHAPITRE I – L'accès à la vie privée lors de la formation du contrat 47
Section 1 – Une connaissance autorisée par la nature du contrat 47
§ 1. L'éventualité d'un *intuitu personae* 47
A. Les fondements généraux 52
1. L'annulation du contrat de travail pour erreur sur la personne du salarié 52
2. Le principe de libre choix des collaborateurs 53
3. L'obligation d'exécuter personnellement la prestation de travail 56
B. Fondements propres au droit du travail 57
§ 2. Les effets de l'intuitu personae dans le contrat de travail 59
A. L'absence d'effets juridiques 60
B. L'affirmation d'une réalité 62
Section 2 – Une connaissance suscitée par la norme légale 65
§ 1. La gestion de l'opération de recrutement 65
A. La recherche d'information 65
B. L'interdiction des discriminations 67
§ 2. L'anticipation des conséquences du recrutement 70
A. L'anticipation de l'exécution du contrat 70
B. L'anticipation de l'extinction du contrat 75

CHAPITRE II – L'accès à la vie privée lors de l'exécution du contrat 79
Section 1 – L'impératif de loyauté 79
§ 1. L'existence de l'impératif de loyauté dans les rapports de travail 79
A. La présence de l'impératif de loyauté 79

B. L'application de l'impératif de loyauté 82
§ 2. Les incidences de l'impératif de loyauté dans les rapports de travail 84
A. Une ouverture sur la vie personnelle du salarié 85
B. Une source de conflit avec la vie personnelle du salarié 88
Section 2 – Le silence de la norme 92
§ 1. Le silence de la norme légale 92
§ 2. Le silence de la norme jurisprudentielle 96
A. Le silence de la norme jurisprudentielle sous l'empire de la vie privée 96
B. Le silence de la norme jurisprudentielle sous l'empire de la vie personnelle 99

TITRE II – La protection de la vie privée du salarié 103
CHAPITRE I – Un impératif de discrétion 105
Section 1 – Le champ de l'impératif de discrétion 105
§ 1. L'étendue de l'impératif de discrétion 105
A. La vie privée 106
B. L'intimité de la vie privée 115
§ 2. La traduction de l'impératif de discrétion 116
A. La traduction dans la pratique jurisprudentielle 116
B. La traduction dans la pratique professionnelle 117
1. La pratique, élément de protection 118
2. La pratique, frein à l'encadrement 120
1. Observations générales 121
2. Observations relatives aux technologies de l'information et de la communication 122
Section 2 – L'application de l'impératif de discrétion 132
§ 1. La protection de la vie privée par les normes de droit commun 132
A. La prévention 133
B. La sanction 139
§ 2. La protection de la vie privée par les normes de droit du travail 146
A. L'absence de normes particulières 146
B. La présence de modalités particulières 148

CHAPITRE II – Un impératif de modération 155
Section 1 – L'impératif de proportionnalité 155
§ 1. La définition de la proportionnalité 156
A. La proportionnalité, norme générale 156
B. La proportionnalité, norme de droit du travail 161
§ 2. Le contrôle de la proportionnalité 173
A. Les auteurs du contrôle 173
B. Les modalités du contrôle 175
Section 2 – L'impératif de finalité 181
§ 1. La substance de l'impératif de finalité 181
§ 2. La préservation de la liberté d'entreprendre 185
A. Une préservation insuffisante de la liberté d'entreprendre 185
B. Les manifestations de l'insuffisance de la préservation de la liberté d'entreprendre 195
1. L'impossible proportionnalité 195
2. Les conséquences de l'exclusion de principe 198

SECONDE PARTIE
LA VIE PRIVÉE DU SALARIÉ DANS L'ENTREPRISE

TITRE I – La consécration de la vie privée du salarié 207

CHAPITRE I – L'affirmation de la protection due à la vie privée du salarié 209
Section 1 – La protection de la vie privée du salarié face au pouvoir disciplinaire 209
§ 1. Les actes 210
A. Le règlement intérieur 211
B. La sanction disciplinaire 215
§ 2. Le temps 217
Section 2 – La protection de la vie privée du salarié face au pouvoir de direction 222
Propos liminaire 222
§ 1. Des interdits particuliers 224
A. La protection de la vie privée par l'interdiction des discriminations 224
B. La force de la protection de la vie privée par l'interdiction des discriminations 228
§ 2. Un interdit général 232
A. Un risque de nullité permanent 232
B. Les conséquences de l'interdit 236

CHAPITRE II – Les limites de la protection de la vie privée du salarié 239
Section 1 – La méconnaissance d'obligations particulières 239
§ 1. L'existence d'obligations particulières 240
A. La distinction de l'espace extraprofessionnel et de l'espace privé 240
1. L'obligation de loyauté dans l'espace extra-professionnel 241
2. L'obligation de loyauté dans l'intimité de la vie privée. 245
B. La présence d'obligations professionnelles dans l'espace privé 246
1. Les obligations professionnelles indirectes 247
2. Les obligations professionnelles directes 250
§ 2. Le régime des obligations particulières 255
A. Le contrôle exercé 256
1. Un contrôle en apparence légitime 256
2. Un contrôle nécessairement limité 258
B. Les sanctions prononcées 261
Section 2 – Le trouble causé à l'entreprise 266
§ 1. La caractérisation du trouble 267
A. La finalité de l'entreprise 270
B. La fonction du salarié 274
§ 2. L'appréhension du trouble 275
A. Un effort d'encadrement 276
B. Une notion subjective 277

TITRE II – La dilatation de la protection de la vie privée du salarié 281

CHAPITRE I – Une dilatation constatée 283
Section 1 – Une dilatation assurée 283
§ 1. Une dilatation par les concepts 283
A. L'autonomie du droit au respect de la vie privée 284
1. Le principe 284
2. Une indépendance nuancée 285

B. Une droit indépendant des relations de travail 287
§ 2. Une dilatation par les normes 288
A. L'intervention prétorienne 289
B. La consécration législative 291
Section 2 – Une dilatation critiquable 294
§ 1. La difficulté de l'équilibre 295
A. Un équilibre recherché 295
B. Un équilibre méconnu 296
1. La mise en place de protections spécifiques 297
2. La naissance d'une protection générale 298
§ 2. La réalité de l'excès 300
A. L'origine de l'excès 300
1. L'article 9 du Code civil évincé 301
2. La référence maintenue aux droits et libertés fondamentaux 304
B. L'ampleur de l'excès 306
1. La vie personnelle et la vie privée: deux notions pour un seul régime ? 306
2. L'esquisse d'une distinction 309

CHAPITRE II – Une dilatation maîtrisée ? 313
Section 1 – La quête des frontières 313
§ 1. Les frontières géographiques de la vie professionnelle 313
A. Le lieu de travail 313
B. Les lieux de travail 317
§ 2. Les frontières temporelles de la vie professionnelle 319
A. Le temps compté 320
B. Le temps diffus 322
Section 2 – La quête de la simplicité 324
§ 1. Un régime général simplifié 324
A. L'unité d'action 324
B. L'impératif professionnel 326
1. Le principe 326
2. Les limites 329
§ 2. Des régimes d'exception clarifiés 331
A. Un intuitu personae renforcé 332
B. Une tolérance assumée 334

CONCLUSION GÉNÉRALE 337

Bibliographie 341

Index alphabétique 347

Table des matières 353